

---

# **PANORAMA DE PRESSE MOSELLE ET MADON**

**14 > 27 SEPTEMBRE 2021**

---

# SOMMAIRE

---

---

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MOSELLE ET MADON

(4 articles)

---

---



jeudi 16 septembre  
2021

### Patrimoine pour tous en Moselle et Madon (246 mots)

De nombreuses animations seront organisées par les municipalités, des associations et même par des habitants. Depuis quelqu...

Page 6



lundi 20 septembre  
2021

### La CCMM soutient le compostage collectif (312 mots)

30 % des déchets de nos poubelles sont alimentaires et peuvent donc être compostés. Trois bacs ont été installés il y a un ...

Page 7



mardi 21 septembre  
2021

### L'AQUA'MM est bien plus qu'une grande piscine (300 mots)

Pour la nouvelle activité « Running », sous l'œil avisé d'un coach diplômé, chacun pourra profiter d'une bonne séance de sp...

Page 8



lundi 27 septembre  
2021

### Les marchés qui tournent (128 mots)

Les producteurs locaux et les collectivités de la CCMM ont eu l'idée de créer des « marchés tournants » sur les communes du...

Page 9

---

---

## COMMUNES MOSELLE ET MADON

(6 articles)

---

---



mercredi 15 septembre  
2021

### Inauguration du Centre bourg : une journée historique (358 mots)

L'inauguration était millimétrée. Les élèves ont découvert la plaque de leur nouvelle école, appelée Jacques- Prévert. Cert...

Page 11



jeudi 23 septembre  
2021

### Le projet de 300 logements entre Neuves-Maisons et Chaligny sème toujours la discorde (497 mots)

C'est un vieux dossier qui a déjà au moins 15 ans. Et qui pourrait prendre encore une dizaine d'années. Mais pour ces défen...

Page 12



jeudi 23 septembre  
2021

### Les Contre « Il faut tout revoir ! » (284 mots)

« Il fait bon vivre ici. Et c'est calme. On ne veut pas que cela change. Il faut tout revoir ! » L'inquiét...

Page 13



jeudi 23 septembre  
2021

### Les Pour « Une demande de foncier comme jamais » (221 mots)

Pourquoi ce projet de ZAC des « Hauts de Moselle » ? Quelles sont les raisons ? ...

Page 14



jeudi 23 septembre  
2021

### Les Réservés « Il va falloir jouer serré » (255 mots)

C'est la plus petite commune. Et c'est la plus concernée par ce projet de la discorde. Étant à l'origine de l'idée, elle va...

Page 15



samedi 25 septembre  
2021

### Les échos du conseil municipal (113 mots)

Marché du quartier intergénérationnel. Lors de la dernière réunion du conseil municipal, le projet de marché du quartier in...

Page 16

---

## ACTUALITÉS DIVERSES

(6 articles)

---



mercredi 15 septembre  
2021

### La cimenterie Vicat obtient 13 millions d'euros pour réduire ses émissions (206 mots)

À la préfecture, on parle du projet « le plus soutenu dans le département ». Gilles du Manoir, le directeur industriel du g...

Page 18



mercredi 15 septembre  
2021

### Un an après son lancement : les trophées de France Relance

(432 mots)

Lundi 13 septembre, la préfecture de Meurthe-et-Moselle a accueilli la cérémonie du premier anniversaire du plan France Rel...

Page 19



jeudi 16 septembre  
2021

### Le grand chambardement sur les petites lignes ferroviaires

(458 mots)

« Il faut un changement du modèle économique », répète Jean Rottner, président de la région Grand Est. « Il faut turbuler ...

Page 20



mercredi 22 septembre  
2021

### Une relance placée sous le signe de la transition écologique

(261 mots)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle, Arnaud Cochet, l'a confirmé. Des sommes importantes ont été allouées, dans le cadre du Pla...

Page 21



jeudi 23 septembre  
2021

## Industrie : des fermetures forcées au retour en force (1/2)

(684 mots)

« La Lorraine, ce Texas Lorrain ». L'expression est lâchée en 1961 dans les colonnes de Paris Match. 80 000 personnes trava...

Page 22



vendredi 24 septembre  
2021

## Pas de grand pays sans grande industrie (2/2) (667 mots)

Au début des années 2000, une poignée de grands patrons, dont Serge Tchuruk, ancien dirigeant d'Orkem – géant de la chimie ...

Page 24

---

---

COMMUNAUTÉ DE  
COMMUNES MOSELLE ET  
MADON

---

---

## Patrimoine pour tous en Moselle et Madon

Samedi et dimanche 19 septembre se dérouleront les journées du patrimoine et ce sera une belle occasion pour de nombreuses communes du territoire de le faire découvrir au public.

De nombreuses animations seront organisées par les municipalités, des associations et même par des habitants. Depuis quelques années, la communauté de communes de Moselle et Madon (CCMM) s'implique, recense chaque action, chaque initiative et regroupe l'ensemble dans un programme qu'elle met à disposition de tous les habitants.

Claude Colin, conseiller délégué à la valorisation territoriale et du patrimoine de la CCMM, ne cache pas son plaisir en constatant la diversité et la richesse des initiatives, dans tous les domaines : patrimoine historique et religieux, patrimoine industriel et minier, patrimoine historique et militaire, patrimoine local. Le tout est présenté sous le titre « Patrimoine pour tous en Moselle et Madon ». On s'intéressera à l'ancienne piscine des bords de Moselle à Pont-Saint-

Vincent, au plateau Sainte-Barbe, à la mine à Neuves-Maisons, à l'église de Frolois, au manoir de Sexey-aux-Forges, aux villages atypiques de Viterne et de Pulligny. Les habitants profiteront de visites, d'expositions, d'animations ou de conférences pour aller à la rencontre de leur patrimoine.

Le programme complet des Journées du patrimoine dans la CCMM est téléchargeable au format PDF sur le site de la communauté de communes. ■



Claude Colin, conseiller délégué à la valorisation territoriale et du patrimoine de la CCMM. Photo ER

Tél. : 03 83 26 45 00. [contact@cc-mosellemadon.fr](mailto:contact@cc-mosellemadon.fr) [www.cc-mosellemadon.fr/date/journees-du-patrimoine-1](http://www.cc-mosellemadon.fr/date/journees-du-patrimoine-1)





## La CCMM soutient le compostage collectif

Dans le cadre de son plan d'actions pour réduire les déchets, la CCMM soutient le compostage collectif en pied d'immeubles. C'est le cas pour un collectif de 16 foyers rue Mendès-France à Neuves-Maisons.

30 % des déchets de nos poubelles sont alimentaires et peuvent donc être compostés. Trois bacs ont été installés il y a un an : le premier est réservé au stockage de la matière sèche fournie régulièrement par la commune ; cette matière absorbe et régule l'humidité et permet une bonne aération du compost.

Le second bac est réservé à l'apport des déchets alimentaires : épluchures de fruits et légumes, marc de café et résidus de fleurissement.

Le troisième, appelé bac de maturation, réceptionne le contenu du second bac lorsque celui-ci est plein ; il permet au compost de se décomposer avant de finir comme amendement.

Deux référents, Stéphane Villabruna et Françoise Boehm, sont à pied d'œuvre pour que le processus se déroule bien afin d'obtenir un bon compost qui restera à la disposition des habitants de l'immeuble.

Ces bénévoles participent à la gestion de l'aire de compostage partagé.

Présents au moment du lancement du projet, les référents de site participent à son bon fonctionnement et ceux n'ayant pas participé au démarrage peuvent venir en renfort ou en remplacement de l'équipe en place.

Le travail se fait en équipe et en relais avec la CCMM, le syndic ou bailleur/mairie et l'ensemble des foyers faisant des apports.

### Une forte participation

Ce projet a vu le jour grâce aux conseils d'Edith Favennec, cheffe de projet de la CCMM et avec le soutien d'Etienne Thil, délégué à l'environnement de la ville de Neuves Maisons qui précise : Aujourd'hui, la moitié des foyers de l'immeuble participe à l'opération par l'apport de déchets et le transfert entre les bacs. ■



Le compost reste une solution logique et écologique d'élimination des déchets.



## L'AQUA'MM est bien plus qu'une grande piscine

Avec cette rentrée, le centre aquatique AQUA'MM se dirige enfin vers un mode de fonctionnement normal. Il propose même quelques nouveautés qui devraient ravir les utilisateurs. La plus marquante est sans doute le lancement de l'activité « Running », sport et détente.

Pour la nouvelle activité « Running », sous l'œil avisé d'un coach diplômé, chacun pourra profiter d'une bonne séance de sport avant de se détendre dans un SPA à 35°C. Plus précisément, le « Running », mode AQUA'MM, comprend du Pilates pour tonifier les muscles en profondeur, du yoga pour réduire le stress ou encore du stretching pour améliorer sa mobilité.

### Sport santé

Autre bonne nouvelle : plusieurs activités de l'espace aquatique et de l'espace forme sont désormais labellisées « Sport Santé ». Cela va permettre à tous les habitants du territoire, quel que soit l'âge ou le niveau de condition physique, d'améliorer leur état de santé, leur bien-

être et leur qualité de vie en leur permettant, de pouvoir commencer ou reprendre une activité physique ou sportive régulière, adaptée et progressive.

Ce label permet à l'AQUA'MM d'accueillir les publics du sport santé c'est-à-dire toutes les personnes ayant bénéfice à pratiquer une activité physique régulière, et, en particulier, les personnes éligibles au dispositif « Prescirmouv », les personnes porteuses d'une ALD (affection longue durée), des enfants, ados, seniors, en situation de sédentarité ou d'obésité et aux personnes en situation de sédentarité, ou d'isolement, ou autre fragilité médico-sociale.

La mise en place de cours inclusifs permettra à ces personnes d'évoluer

dans un environnement familial, adapté et convivial.

Autre projet : placer l'AQUA'MM au cœur de l'activité physique dans tout le territoire en s'appuyant sur le tissu associatif de Moselle et Madon. ■



Marie-Laure Siegel, vice-présidente à la cohésion sociale de la CCMM et Justine Humblot responsable de l'espace fitness de l'AQUA'MM.







DU SAINTOIS À MOSELLE ET MADON-RICHARDMÉNIL

## Les marchés qui tournent

**L**es producteurs locaux et les collectivités de la CCMM ont eu l'idée de créer des « marchés tournants » sur les communes du territoire. Ainsi, ce vendredi, à Richardménénil, s'est tenu le marché des producteurs de septembre. Et c'est sous un franc soleil que la quinzaine de producteurs et d'artisans ont pu installer les étals. Les habitants de la commune et des environs ont répondu présents. Il y en avait pour tous les

goûts : escargots d'élevage, légumes et fruits de saison, volaille ou viande bovine, miel, confitures, fromages de chèvre, vin, bière artisanale. Le prochain marché des producteurs se tiendra le 15 octobre, à Maizières. Les producteurs ou artisans locaux souhaitant participer peuvent s'adresser à [www.cc-mosellemadon.fr](http://www.cc-mosellemadon.fr) ■



Quinze producteurs. Photo ER



---

---

**COMMUNES MOSELLE ET  
MADON**

---

---

## Inauguration du Centre bourg : une journée historique

Malgré la crise sanitaire et les aléas climatiques, les délais ont été tenus. Et ce n'est pas sans soulagement que Xavier Bousser, maire, a inauguré le Centre bourg pour lequel, avec ses conseillers municipaux, il a tant œuvré.

L'inauguration était millimétrée. Les élèves ont découvert la plaque de leur nouvelle école, appelée Jacques-Prévert. Certains ont assisté le maire au moment de couper symboliquement le ruban devant l'entrée de l'établissement.

Ensuite, ils ont visité les locaux, beaux, fonctionnels et respectueux de l'environnement, avant les discours des officiels, élus et représentants de l'État, avec, en point d'orgue, l'intervention en visioconférence sur grand écran de Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale.

### Unique en Meurthe-et-Moselle

Tous ont salué la réussite de ce projet, l'entité d'un groupe scolaire, périscolaire, et associatif (lire encadré), dont le sénateur Husson a tenu à préciser qu'il était unique en Meurthe-et-Moselle et dont M. Castelli, Ins-

pecteur d'académie, a salué le choix de « priorité à l'éducation » fait par la municipalité, tout en rappelant l'ouverture d'une huitième classe.

Après l'inauguration officielle, des animations permanentes (jeux, expositions, visites guidées) ont permis aux visiteurs de découvrir les locaux tout au long de l'après-midi.

Pour clore cette journée historique, une soirée avec repas dansant et feux d'artifice, organisée par le Comité des fêtes, a été programmée sur le site du terrain de sport.

### La fête des associations aussi

C'est dans les anciens locaux, rénovés, de l'école maternelle que la Maison des associations a emménagé. Jouxant ainsi le groupe Jacques-Prévert, les associations vont compléter la vie culturelle et associative de la commune et pouvoir travailler aux

côtés du monde scolaire et périscolaire. C'est pourquoi, en complément de l'inauguration des écoles, c'était la fête des associations qui ont installé les stands de leurs nombreuses activités tout au long de l'après-midi : aikido, escrime, judo, randonnée, tennis, club de l'amitié, roulettes du Téléthon, loisirs créatifs, groupe « chenilles »... Sans oublier, bien entendu, les Francas de Richardménil, si importants aussi en dehors du temps scolaire et des périodes de vacances. ■



Moment d'émotion, pour les enfants aussi. Moment d'émotion, pour les enfants aussi. Photo ER



MEURTHE-ET-MOSELLE – MEURTHE-ET-MOSELLE

## Le projet de 300 logements entre Neuves-Maisons et Chaligny sème toujours la discordance

Une importante enquête publique est ouverte jusqu'au 2 octobre en vue de déclarer d'intérêt public un projet de 300 logements dans les communes de Neuves-Maisons et de Chaligny, au sud de Nancy. Mais une association de riverains ne veut pas laisser faire.

C'est un vieux dossier qui a déjà au moins 15 ans. Et qui pourrait prendre encore une dizaine d'années. Mais pour ces défenseurs, comme pour ses opposants, les enjeux sont extrêmement importants localement.

Nous sommes à une quinzaine de kilomètres au sud de Nancy, dans les communes verdoyantes de Neuves-Maisons (7.000 habitants) et de Chaligny (2.800 hab.)

Les deux communes entendent construire, sur une énorme surface d'un peu plus de treize hectares, une zone d'aménagement concerté (ZAC), avec pas moins de 300 logements : près de 200 à Chaligny et une centaine à Neuves-Maisons. Nom du futur lotissement : « Les Hauts de Moselle. »

Les parcelles concernées par le projet sont situées à flanc de coteau en rive droite de la Moselle et sont orientées sud, sud-ouest. Le site est actuellement composé de nombreux secteurs de vergers peu entretenus, ainsi que des prairies de fauche et de pâture.

Le projet fait l'objet d'une enquête publique jusqu'au 2 octobre. Décidée par arrêté préfectoral, cette enquête est préalable à la déclaration d'utilité

publique (DUP). Déclaration qui conduirait à une série d'expropriations ; une soixantaine de propriétaires restent encore à convaincre.

### Espèces protégées

Dans son avis rendu en 2019 sur le projet, dans lequel figure notamment l'étude d'impact, la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Grand Est détaille les raisons de ce projet.

Selon la MRAe, les deux communes subissent « une forte pression foncière », un vieillissement de leur population et possèdent une « typologie de logements peu adaptés aux nouvelles configurations familiales ». À Chaligny notamment, il y a un « déficit de logements locatifs » et peu de petits logements pour les jeunes.

Dans sa synthèse, la Mission émet nombre de réserves sur les plans établis, notamment sur la « consommation foncière » et sur le peu de prise en compte quant à la réduction de l'emploi de la voiture.

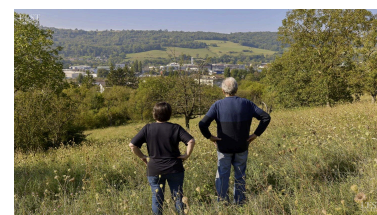
La MRAe indique que le projet induit des impacts sur certaines espèces protégées : « Destruction involontaire d'individus de crapaud cala-

mite, de crapaud commun, de lézard des murailles ; destruction d'habitat particulier d'oiseaux protégés, tels la fauvette grisette, le pouillot fitis, le grimpereau des jardins, la mésange bleue. » La Mission met même en garde sur « le devenir » du lézard des murailles sur le site.

Les deux mairies concernées disent entendre ces arguments. Le projet pourrait ainsi être réajusté après l'enquête publique. À ce jour, la fin du chantier n'est pas prévue avant 2029.

11

millions d'euros, c'est environ le coût du projet de la ZAC des « Hauts de Moselle » sur les communes de Chaligny et Neuves-Maisons. ■



La construction de 300 logements se situerait dans ce champ entre Chaligny et Neuves-Maisons. Photo ER/Patrice Saucourt

par Mickaël Demeaux



## Les Contre « Il faut tout revoir ! »

« Il fait bon vivre ici. Et c'est calme. On ne veut pas que cela change. Il faut tout revoir ! »

L'inquiétude est très grande au sein de l'association « Les vergers de la rive droite de la Moselle » et des riverains de la rue de la Picotte à Neuves-Maisons. Le projet de la ZAC et de ses 300 logements va leur passer pile-poil sous le nez. Et ça, ça ne leur plaît pas du tout !

Catherine Gerhardt est la présidente de l'association « Les vergers de la rive droite de la Moselle ». « On parle d'une zone d'aménagement concerté. Mais concerté avec qui ? Sur les plans de la future ZAC des Hauts de Moselle, il est question que la limite du futur lotissement passe au pied de la maison de mes parents, c'est inad-

missible », dit-elle.

Marie Jeannin, trésorière de l'association : « Rien ne va dans ce projet. Et de nombreuses questions restent en suspens. Quel est le réel impact sur l'environnement ? Il faudra sans doute des fondations spécifiques aux futurs logements : quelles seront-elles ? Où est l'étude du sol ? Faudra-t-il des recherches archéologiques ? Combien de voitures circuleront ici plus tard ? On parle de 600 véhicules dans la ZAC : deux par foyer. Qu'on parle aussi du prix des futures habitations ! On dit que cela sera cher. Qui pourra se payer un tel immobilier ? »

Pour l'heure, l'association ne veut pas entendre parler de manifestations d'opposants devant les mairies,

comme certains habitants le demandent sur les réseaux sociaux. L'association veut pour l'heure suivre la voie légale de l'enquête publique. ■



Marie Jeannin, trésorière de l'association « Les vergers de la rive droite de la Moselle », contre le projet.

*par M.d.*



## Les Pour « Une demande de foncier comme jamais »

### **Pourquoi ce projet de ZAC des « Hauts de Moselle » ? Quelles sont les raisons ?**

Nous avons, à Neuves-Maisons, une démographie positive. En 2019, notre population a augmenté de 3 %. Néanmoins, nous avons besoin d'accueillir de nouveaux habitants. Nous avons une demande de foncier comme jamais nous ne l'avons eu ! Ce projet des Hauts de Moselle, mené avec la commune de Chaligny, est une des solutions à ce problème. Car parallèlement, nous avons d'autres projets dans la commune pour répondre aussi à cela.

### **Quel est le coût de ce projet et quel est le calendrier exact ?**

Nous sommes actuellement autour de 11 millions d'euros. Nous avons créé un syndicat d'aménagement urbain de Chaligny - Neuves-Maisons pour gérer cela. Un organisme s'occupe des finances pour notre compte. Cela ne va pas obérer nos finances communales.

### **Pourriez-vous revoir certaines choses dans ce dossier gigantesque qui semble avoir de réels impacts sur l'environnement ?**

Il nous faudra être vigilant sur le volet environnemental. Les gens qui vivent dans nos deux communes apprécient notre qualité de vie, il faut donc faire attention. Si le projet actuel ne va pas, on pourra baisser le nombre de logements. Mais nous res-

terons sur le projet, car l'ambition est grande. ■



Pascal Schneider, le maire de Neuves-Maisons.

*Propos recueillis par M.D.*



## Les Réservés « Il va falloir jouer serré »

C'est la plus petite commune. Et c'est la plus concernée par ce projet de la discordie. Étant à l'origine de l'idée, elle va aller au bout. En espérant que les finances publiques suivent...

Chaligny compte 2.800 habitants et un budget annuel d'1,9 million d'euros.

Pour le maire André Bagard, élu en mai 2020, et son adjoint aux travaux François Godet, qui découvre les joies et méandres des affaires publiques « pour la première fois », confie-t-il, il va falloir « jouer serré ».

« Le projet coûte 11 millions d'euros au total. Il y a déjà 480 000 € en jeu,

à se répartir entre nos deux communes, pour les frais généraux. Et nous devons commencer à payer en 2022 », explique le maire. « Si le projet va jusqu'au bout, la vente des terrains permettra d'amortir le tout, avec les taxes locales. Mais quand ? »

Les élus estiment que les logements ne seraient pas livrés avant 2024 ou 2025. « Le syndicat intercommunal qui a été créé entre deux communes pour ce projet doit exister jusqu'en 2031. On se dit que rien ne sera prêt avant. On verra », précise François Godet.

Les représentants de Chaligny espèrent que, malgré ce calendrier, les prix des futurs logements resteront

« raisonnables » dans le temps, et que les 300 habitations seront pourvues.

André Bagard : « Tous les élus souhaitent maintenir leur population. Mais bon, quand même, on ne devrait pas avoir de problème pour loger ces futures biens. » ■



Le maire de Chaligny André Bagard et François Godet, l'adjoint aux travaux.

par M.d.





## Les échos du conseil municipal

**M**arché du quartier intergénérationnel. Lors de la dernière réunion du conseil municipal, le projet de marché du quartier intergénérationnel à procédure adaptée a été approuvé et validé.

**Budget.** Compte tenu des augmentations dues à la pandémie, la révision

du programme budgétaire est revue.

La décision modificative 2021/4 au budget primitif a été adoptée.

**Aménagement du Chaubourot.** Le Conseil approuve le projet d'aménagement du Chaubourot, valide les devis et sollicite une aide financière au

titre du plan de relance UE-Feader (jeux, tables et bancs, végétalisation et plantation d'arbres sont prévus).

**Divers.** Le rapport de gestion de la société SPL Xdemat pour l'exercice 2020 a reçu l'approbation des élus. ■





---

---

# ACTUALITÉS DIVERSES

---

---



MEURTHE-ET-MOSELLE

## La cimenterie Vicat obtient 13 millions d'euros pour réduire ses émissions

À la préfecture, on parle du projet « le plus soutenu dans le département ». Gilles du Manoir, le directeur industriel du groupe Vicat en France, a reçu un trophée France Relance pour le projet de décarbonation de la cimenterie de Xeuilley. Le projet Argilor doit permettre de diminuer les émissions de CO<sub>2</sub> de l'usine de 48 500 tonnes par an, soit une baisse d'environ 16 % au niveau du site, en remplacement le clinker, composant très émetteur de CO<sub>2</sub>, par des argiles, dans la composition du

ciment. « On travaillait sur ce projet depuis des années, et on arrivait à une maturité technique », explique Gilles du Manoir. « Le plan de relance nous a donné un coup de boost. » Sur les 50 millions du plan d'investissement de l'entreprise, 13 ont été alloués par France Relance, par le biais de l'Agence de la transition écologique (Ademe). Cette somme doit permettre la construction d'une nouvelle installation, qui devrait entrer en service au premier semestre 2023. ■



La cimenterie de Xeuilley prévoit l'économie de 48 500 tonnes de CO<sub>2</sub> par an, sur les 60 000 tonnes qui devraient être évitées au niveau du département. Photo ER /Marion HENRIET

*par Marion Henriet*



## Un an après son lancement : les trophées de France Relance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle a célébré le premier anniversaire du plan France Relance en récompensant 24 acteurs engagés du territoire, ce lundi 13 septembre. 370 millions d'euros ont été investis dans le département ces douze derniers mois.

Lundi 13 septembre, la préfecture de Meurthe-et-Moselle a accueilli la cérémonie du premier anniversaire du plan France Relance dans le département. Présenté par le Premier ministre le 3 septembre 2020, le plan devait s'inscrire dans la continuité des mesures de soutien mises en place pour aider les entreprises à faire face à la crise sanitaire. 100 milliards d'euros ont été investis par le gouvernement et l'Union européenne, pour assurer « la refondation économique, sociale et écologique du pays ».

### 370 millions investis

En Meurthe-et-Moselle, ce sont 370 millions d'euros qui ont été injectés dans des projets d'entreprises, d'associations et de collectivités, au titre de France Relance. Et près de 7 000 entreprises qui ont bénéficié d'une mesure du plan. Lundi, le préfet a récompensé 24 acteurs de la relance implantés dans le département.

### 24 trophées remis

« Parfois ce sont des actions méconnues, d'autres fois elles représentent plusieurs millions d'euros d'investissement », a déclaré le préfet Arnaud Cochet au sujet des projets des lauréats. Chacun d'entre eux a été récompensé pour avoir participé à la relance dans un des trois volets établis par le gouvernement : écologie, compétitivité et cohésion. Le premier volet a notamment vu récompenser la rénovation thermique de 700 logements sociaux en 2020 par Arelor Hlm et Union Solidarité, mais aussi le projet de décarbonation de la cimenterie Vicat basée à Xeulilly (lire ci-dessous), et le projet associatif de recyclerie La Benne Idée, à Jarville.

Côté compétitivité, la préfecture s'est notamment félicitée de la relocalisation effectuée par le concepteur de machines automatisées Api Tech, basée à Seichamps. Enfin, côté cohésion, France Relance a soutenu des projets portés par les associations de lutte contre la pauvreté, comme la création d'une épicerie sociale itinérante en milieu rural par la banque alimentaire de Meurthe-et-Moselle

et l'association d'accompagnement à la mobilité Trans'boulot.

### « Nous n'en avons pas fini »

« Nous aurions pu primer encore bien d'autres actions », a conclu le préfet à l'issue de la remise des trophées. « Nous n'en avons pas fini avec le plan de relance. » Et la présidente du conseil départemental, Chaynesse Khirouni, d'ajouter : « Nous souhaiterions prolonger l'engagement de l'État, car nous ne connaissons pas encore toutes les conséquences de la crise. Nous aurons encore besoin de son soutien ». ■



La Banque Alimentaire de Nancy et Meurthe-et-Moselle fait partie des lauréats. Photo ER /Cedric JACQUOT

par Marion Henriët



## Le grand chambardement sur les petites lignes ferroviaires

L'ouverture à la concurrence conjuguée aux nouvelles habitudes de déplacement héritées de la crise sanitaire bouleverse le paysage ferroviaire de la région Grand Est qui prend la main sur les petites lignes. Dès 2023 d'autres trains que ceux de la SNCF pourraient y circuler

« Il faut un changement du modèle économique », répète Jean Rottner, président de la région Grand Est. « Il faut turbuler le système », abonde David Valence, vice-président, chargé du dossier des mobilités.

La promesse d'un grand chamboulement est désormais le préalable à toute discussion sur le transport ferroviaire dans la région. La crise sanitaire a bouleversé les usages. L'immobilité imposée a bousculé les schémas et les habitudes. Et, surtout, le modèle de l'entreprise unique, seule dépositaire de nos voyages en train, petits ou grands, a vécu.

### Liaisons transfrontalières dans un second temps

La concurrence est désormais possible et sera une réalité dès 2023 dans le Grand Est.

La région Paca a confié à Trasdev l'exploitation de la ligne très fréquentée Nice-Marseille. La région Grand Est a fait le choix d'ouvrir à la concurrence quelques-unes des petites lignes qui, au total, sur l'ensemble du réseau représentent « 1/3 des lignes et 1/4 des voyageurs ».

« Nous sommes les premiers en

France à avoir signé un accord février 2020 qui donne la possibilité de prendre la main sur ces lignes, nous allons devenir gestionnaires d'infrastructure », annonce David Valence. Privilège jusque-là réservé à SNCF-Réseaux et, avant elle, à Réseau Ferré de France.

L'accord, « pour commencer », concerne quatre d'entre elles : Nancy/Pont-Saint-Vincent-Contrexéville ; Épinal/Saint-Dié-des-Vosges ; Saint-Dié-des-Vosges/Strasbourg et Strasbourg/Sélestat. D'autres suivront, notamment les lignes transfrontalières d'Alsace et de Moselle vers l'Allemagne, comme le Strasbourg/Sarreguemines/Sarrebrück et le Metz/Trèves.

### 800 millions d'euros pour rénover les lignes

Les lignes concernées seront les premières ouvertes à la concurrence. « C'est l'occasion d'exploiter moins cher des lignes sur lesquelles il n'y a pas beaucoup de monde aujourd'hui et avec les économies réalisées de commander plus de trains », explique David Valence. Car la logique ferroviaire est ainsi faite, « moins vous avez de train, moins vous avez de gens dedans, par manque de sou-

plesse horaire et plus vous avez de trains, plus vous avez de voyageurs ». Les liaisons proposées à la concurrence ont été identifiées à fort potentiel de développement.

Plusieurs entreprises ont répondu aux appels d'offres lancés en juillet 2020. En dépit de la confidentialité entretenue de noms filtres dont Régionéo, coentreprise RATP Dev-Eurotunnel, et la SNCF. En 2023, sur les quatre petites lignes expérimentales et en 2025 sur celles vers l'Allemagne d'autres trains que ceux de la SNCF pourraient circuler sur des voies exploitées par la Région. ■



« C'est l'occasion d'exploiter moins cher des lignes sur lesquelles il n'y a pas beaucoup de monde aujourd'hui et avec les économies réalisées de commander plus de trains ». Photo RL /Pascal BROCARD

par P.r



## Une relance placée sous le signe de la transition écologique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle, Arnaud Cochet, l'a confirmé. Des sommes importantes ont été allouées, dans le cadre du Plan de relance pour lequel la préfecture et la CCI54 se sont engagées et en vue de favoriser la transition écologique. Parmi les entreprises, on retrouve des poids lourds dans leur secteur d'activité comme Kimberly-Clark à Villey-Saint-Étienne, Novacarb, Solvay à Dombasle, Saint-Gobain/Pont-à-Mousson ou encore Vicat. D'importantes entreprises qui ont lancé leur décarbonation.

« Pour quatre de ces projets, 18,5 millions d'euros ont déjà été investis. Au final, ce sont 70 millions qui le seront », nous expliquait le préfet Arnaud Cochet.

Pour Vicat, la cimenterie basée à Xeulley, ce sont 13 millions d'euros qui lui ont ainsi été attribués. Une somme importante ayant pour objectif l'économie annuelle de 48 500 tonnes de CO<sub>2</sub>, soit une baisse de 16 % pour le site meurthe-et-mosellan.

Comment ? En remplaçant le clinker – une roche artificielle composée de 80 % de calcaire et 20 % d'aluminosilicates – entrant dans la composition du ciment, par des argiles. C'est, pour la préfecture, l'investissement le plus soutenu du département.

Lors des trophées France Relance, Gilles du Manoir, le directeur industriel du groupe Vicat en France, a confirmé que les 13 millions d'euros

de l'État ont donné un sacré coup de d'accélérateur dans un plan d'investissement se montant, pour Vicat, à 50 millions d'euros. La nouvelle installation devrait entrer en fonction pour le premier trimestre 2023. ■



Dans le four rotatif de la cimenterie Vicat de Xeulley, la température atteint les 1 450 °C. Photo ER /C. JACQUOT

par Yannick Vernini





## Industrie : des fermetures forcées au retour en force (1/2)

Acier, charbon et textile ont assuré plusieurs décennies de prospérité à la Lorraine, le Texas Français. Des crises à répétition et des fragilités endémiques ont fait exploser le modèle économique et social. Retour sur la désindustrialisation sans précédent d'une région qui n'a pas dit son dernier mot.

« La Lorraine, ce Texas Lorrain ». L'expression est lâchée en 1961 dans les colonnes de Paris Match. 80 000 personnes travaillent dans la sidérurgie, 40 000 dans les mines de charbon et 30 000 dans le textile. Rien ne résiste à la Lorraine triomphante. « Nous étions dans une société d'abondance, c'était animé en permanence, on ne partait pas beaucoup en vacances, la valeur boulot dépassait tout », se souvient Michel Liebgott, maire de Fameck, ancien député et enfant de la vallée de la Fensch où, à l'instar de Pompey et Neuves-Maisons, l'acier en fusion coulait comme le sang dans les veines.

### Héros d'une époque révolue

Le 6 avril 2012, une dizaine de sidérurgistes, partis de Florange, entrent dans Paris après dix jours de marche. Ils protestent contre la fermeture définitive du dernier haut-fourneau, qui scelle la fin d'une époque. Ils sont accueillis sous les applaudissements des habitants de la capitale, comme les héros d'une époque révolue. Une fête est donnée en leur honneur sous la Tour Eiffel, aux allures d'oraison funèbre.

### Un modèle explose

Entre ces deux dates, un demi-siècle a passé, de rires, de cris et de larmes. Les mines de charbon et de minerai de fer ont fermé, noyées sous les eaux d'exhaure. Les usines dont les bruits

et les couleurs étaient comme un cœur battant se sont tues. Les gueules noires et les gueules jaunes ont disparu du paysage, poussées à la retraite ou à la reconversion. Les coulées d'acier ne rougissent plus les nuits et les géants du textile ont baissé rideau. Ces trois industries, que l'on imaginait immuables, ont des histoires jumelles. Elles apparaissent au 19<sup>e</sup> siècle, connaissent une irrépressible prospérité jusque dans les années 60 et 70 et fonctionnent sur le mode paternaliste. Elles construisent les routes, les maisons, s'occupent des vacances des enfants, jouent au Père Noël, construisent les terrains de sport... Elles font la pluie et le beau temps. Et puis les crises surviennent, à répétition, faisant exploser un modèle social et économique qui portait les germes de sa fin.

### Absence de transformation

« Dès les années 60, Michel Drancourt, commissaire à la conversion industrielle de la Lorraine pointe dans un rapport la faiblesse de la région qui produit mais ne fabrique pas », relève Pascal Raggi, chercheur en histoire contemporaine à l'université de Lorraine et spécialiste de l'épopée industrielle. Gérard Longuet, qui a présidé le conseil régional et fut ministre de l'Industrie confirme cette fragilité. « L'aéronautique, par exemple, ne s'est pas développée chez nous car on ne voulait pas, pour des raisons stratégiques,

qu'elle soit implantée si près de l'Allemagne. Or, l'aéronautique tout comme l'automobile, commande l'aval de la sidérurgie », explique le sénateur de la Meuse.

### Le petit carnet noir

L'apparition de gisements plus accessibles de minerais à fortes teneurs et l'avènement de technologies moins gourmandes en main-d'œuvre ont eu raison du charbon lorrain, disparu des tablettes, et ont profondément transformé la sidérurgie. En 2019, cette dernière employait encore 4 300 personnes dans la région. La fin des débouchés coloniaux et la concurrence asiatique ont réduit le textile vosgien comme peau de chagrin. L'industrie lorraine n'est pas morte mais une certaine conception du travail et de la vie a vécu. « Quand un ouvrier était confronté à un problème et qu'il trouvait la solution, il la notait sur un petit carnet noir glissé dans une poche de son bleu de travail. C'était un trésor d'informations, qu'il léguait à un collègue plus jeune quand il partait à la retraite », se souvient Édouard Martin syndicaliste, figure de proue de la marche sur Paris et ancien député européen. D'un coup d'un seul, 600 sidérurgistes ont été mis en congé. Tous sont partis avec leur petit carnet noir. ■



Les hauts-fourneaux de Hayange définitivement à l'arrêt s'accrochent encore au paysage. Photo RL /Pierre HECKLER

*par P. R.*





## Pas de grand pays sans grande industrie (2/2)

Les crises successives de l'acier, du charbon et du textile en Lorraine n'ont pas tué l'industrie. Elles ont simplement changé le logiciel d'un secteur qui emploie 104 000 personnes en Lorraine et en cherche 4 000. Désespérément.

**A**u début des années 2000, une poignée de grands patrons, dont Serge Tchuruk, ancien dirigeant d'Orkem – géant de la chimie qui comptait une unité de production à Carling au cœur du bassin houiller lorrain – se sont entichés du concept de « fabless », traduisez « sans fabrication ». L'idée était de se concentrer sur la seule valeur ajoutée, de se débarrasser des usines et des ouvriers qui allaient avec, en délocalisant la production, en Chine par exemple.

« C'est absurde, cela veut dire que l'on dépend de gens qui assez rapidement vont monter en valeur ajoutée et passeront eux aussi de la production, aux services, aux études, à la recherche... », pourfend Gérard Longuet, sénateur, ancien président de la Région Lorraine et ancien ministre de l'Industrie. Le processus peut être rapide. « On appelle cela l'avantage du retard », note Pascal Raggi, enseignant-chercheur en histoire contemporaine à l'université de Lorraine et auteur de *La Désindustrialisation de la Lorraine du fer*, paru aux éditions Classique Garnier. Celui qui accuse un retard s'échine à le combler. Celui qui a de l'avance s'endort sur ses lauriers en trompe-l'œil. L'économie est bien une science humaine.

### 104 000 emplois industriels

« Il n'y a pas de grand pays, sans grande industrie », martèle Hervé Bauduin, directeur de l'Union des Industries et métiers de la métallurgie

(UIMM) Lorraine. La force symbolique de la fermeture des derniers hauts fourneaux, à l'exception de celui électrique qui fonctionne encore chez Riva à Neuves-Maisons, a infusé l'idée de la fin de la sidérurgie en général et de l'industrie en particulier. À cette légende urbaine, Hervé Bauduin oppose des chiffres : « Le Grand Est compte 300 000 emplois industriels. 104 000 sont en Lorraine dont 52 000 en Moselle »

### 4 000 postes à pourvoir

Le paysage économique était essentiellement mono industriel et paternaliste. Les effondrements de maisons ouvrières à la fin des années 90, suite aux affaissements de terrain consécutifs à l'ennoyage des galeries de mines, à Auboué pour le bassin ferrifère et à Rosbrück pour le bassin houiller, constituent une métaphore cruelle de la fin de ce modèle. L'industrie n'a pas disparu, mais le logiciel a changé. « 70 % des entreprises ont moins de 50 salariés », rappelle le patron de l'UIMM. Il ne croit pas à la relocalisation des activités parties pour d'autres cieux, mais plaide pour conforter « celles qui sont là », en « baissant les charges » et en comblant les places vacantes dans les métiers en tension. 70 000 emplois, en effet, ne sont pas pourvus dans l'industrie en France, dont 5 000 en Lorraine. « On ne cherche pas des bras, mais des compétences », nuance Hervé Bauduin.

Les sous-sols, atouts naturels de la Lorraine, ne sont plus exploités, à l'exception des mines de sel à Varangéville et des recherches en cours sur le méthane en Moselle-est.

« Mais nous avons une main-d'œuvre qui aime l'industrie, qui en accepte la discipline et les exigences », croit savoir Gérard Longuet. « Le savoir-faire de la sidérurgie a été sauvé », appuie Pascal Raggi.

### Pompey plus fort qu'avant

La Lorraine a, de plus, hérité d'un réseau efficient d'écoles d'ingénieurs, de lycées, de centres de formation. « On forme des entrepreneurs qui s'en vont », regrette l'universitaire. La sidérurgie, qui emploie encore 4 300 personnes, s'est modernisée. Le textile vosgien a développé des niches de production. Les houillères ont rendu l'âme. L'automobile, l'énergie, la chimie, l'agroalimentaire... sont autant de pistes de développement dans une région où les disponibilités foncières sont importantes.

La renaissance est en marche. Pompey, haut-lieu sidérurgique, a été pionnière. En 1986, ses usines ferment. 4 000 emplois sont supprimés. La commune en compte aujourd'hui 5 000 en son sein. ■





Le président de la République, Emmanuel Macron, a visité en novembre 2018 l'entreprise en biotechnologies Novasep, 1 300 salariés, installée à Pompey, qui compte aujourd'hui plus d'emplois qu'au temps de la sidérurgie. Photo RL /Alexandre MARCHI

*par P. r.*

